

» PRESSE NATIONALE

Politique



SOFT POWER EN AFRIQUE : LA CÔTE D'IVOIRE CONFIRME SA MONTÉE EN PUISSANCE

Dans le Global Soft Power Index 2026, publié par le cabinet international Brand Finance, le pays se classe au 6e rang des États les plus influents d'Afrique subsaharienne, confirmant ainsi la progression de son image et de son influence dans la région. Ce classement évalue la capacité des nations à peser dans les relations internationales à travers leur culture, leurs valeurs, leur diplomatie et leur modèle de développement, plutôt que par la puissance militaire ou la coercition. La performance ivoirienne illustre le renforcement progressif de son poids économique, diplomatique et stratégique sur le continent. En un an, le pays dirigé par le Président Alassane Ouattara gagne trois places, passant du 9e rang en 2025 à la 6e position en 2026. Dans ce palmarès, la première place revient à l'Afrique du Sud, qui demeure l'un des acteurs majeurs du continent grâce à la puissance de son économie et à son influence diplomatique. Elle est suivie du Nigeria, première économie africaine et géant démographique.



JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DES FEMMES 2026/ ALASSANE OUATTARA : « NOUS POURSUIVRONS NOS EFFORTS... »

Le Président de la République de Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara, a passé un message aux Ivoiriennes et aux Ivoiriens à l'occasion de la célébration de la Journée internationale des droits des femmes 2026. Cette journée est célébrée dans le monde le 8 mars de chaque année. « En cette Journée internationale des droits des femmes, je salue la contribution déterminante de nos sœurs et de nos filles au développement de notre Nation », a posté le Chef de l'État sur sa page officielle Facebook consultée par L'inter, le dimanche 8 mars 2026. Alassane Ouattara a surtout pris un engagement : « Nous poursuivrons nos efforts afin que le principe d'égalité, consacré par notre Constitution, garantisse la protection des femmes et leur pleine participation à la vie économique, sociale et politique de notre pays ». Au plan national, la célébration de la Journée internationale des droits des femmes est placée sous le thème : « Justice pour toutes : agir pour les femmes et les jeunes filles de Côte d'Ivoire ».



JIF 2026 / DOMINIQUE OUATTARA : « LA JUSTICE POUR LES FEMMES NE DOIT PAS SE LIMITER AUX TEXTES DE LOI »

La Place Alassane Ouattara, dans la commune d'Abobo, a accueilli le 7 mars 2026 les festivités nationales de la 49^e édition de la Journée internationale des droits des femmes (JIF) en Côte d'Ivoire. La cérémonie s'est déroulée en présence de la Première Dame, Dominique Ouattara, du Premier Ministre Robert Beugré Mambé, du vice-Premier ministre Téné Birahima Ouattara, du président de l'Assemblée nationale Patrick Achi, de membres du gouvernement et du corps diplomatique accrédité. Dans son allocution, la Première Dame a salué les avancées enregistrées dans la promotion des droits des femmes, tout en appelant à poursuivre les efforts pour garantir davantage d'équité et d'opportunités. « La justice pour les femmes ne doit pas se limiter aux textes de loi. Elle doit se traduire par des actions concrètes dans la vie quotidienne », a-t-elle affirmé, en référence au thème de l'édition 2026 : « Justice pour toutes : agir pour les femmes et les filles en Côte d'Ivoire ». Elle a mis l'accent sur plusieurs leviers essentiels pour l'émancipation



CÉLÉBRATION DE LA JIF 2026 À ABOBO : DOMINIQUE OUATTARA OCTROIE UNE ENVELOPPE SUPPLÉMENTAIRE DE 500 MILLIONS FCFA AU FAFCI LOCAL

La place Ado de la commune d'Abobo a abrité la célébration officielle, le samedi 7 mars 2026, de la Journée internationale des droits des femmes (JIF) 2026 en présence de la Première dame Dominique Ouattara. Dominique Ouattara a sacrifié à la tradition à l'occasion de sa rencontre avec ses sœurs d'Abobo. Elle s'y est rendue les bras chargés de vivres, non vivres et espèces d'un total de 513,5 millions FCFA. Elle a en outre octroyé une enveloppe supplémentaire de 500 millions FCFA au Fonds d'Appui aux Femmes de Côte d'Ivoire (FAFCI) Abobo. La célébration officielle de la JIF 2026 s'est déroulée autour du thème : "Justice pour toutes : agir pour les femmes et les filles en Côte d'Ivoire".

Economie



FACE À LA CHUTE DRASTIQUE DU PRIX DU CACAO : COMMENT ALASSANE OUATTARA PORTE À BOUT DE BRAS LES PRODUCTEURS IVOIRIENS

La filière cacao, pilier historique de l'économie ivoirienne, traverse une période de turbulences marquée par une chute brutale des cours mondiaux. Face à cette érosion des prix passés d'un sommet record de 2800 FCFA en octobre 2025 à 1200 FCFA pour la campagne intermédiaire de mars 2026, le président de la République, Alassane Ouattara, réaffirme son engagement inébranlable envers le monde rural. Grâce à son leadership éclairé l'organe de régulation de cette filière administre une gestion responsable face aux chocs mondiaux. Le réajustement du prix bord champ n'est pas une fatalité mais une mesure de protection stratégique dictée par la volatilité internationale. Là où d'autres marchés auraient laissé les producteurs sans défense, le système de stabilisation voulu par le Chef de l'État permet d'amortir le choc. Cette décision difficile témoigne d'une gestion réaliste et transparente de la richesse nationale, visant à garantir la survie de la filière et à éviter l'engorgement des stocks.



CAMPAGNE INTERMÉDIAIRE 2025-2026 : L'OIA SALUE LES 1 200 F CFA FIXÉS POUR LE KG DE CACAO

Dans un communiqué en date du dimanche 8 mars 2026, signé de son président Siaka Diakité, l'Organisation interprofessionnelle agricole (OIA) de la filière café-cacao salue le gouvernement ivoirien, avec à sa tête le président Alassane Ouattara, pour l'effort supplémentaire consenti dans la fixation du prix garanti aux producteurs pour la campagne intermédiaire, annoncé, le mercredi 4 mars 2026, par le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et des Productions vivrières, Bruno Nabagné Koné. Pour l'OIA, les 1 200 F CFA/kg fixés comme prix garanti ont été possibles grâce à l'activation du mécanisme de stabilisation par le gouvernement. Selon l'organisation, suite à l'effondrement sur le marché international du cacao qui a perdu, en 5 mois, plus de 70% de sa valeur, ce prix devrait être de 900 F CFA.



CONFLIT AU MOYEN-ORIENT / APPROVISIONNEMENT DU GAZ BUTANE : LA PETROCI RASSURE REVENDEURS ET CLIENTS

A l'occasion de la deuxième édition de la rupture collective organisée par la Société nationale d'opérations pétrolières de Côte d'Ivoire (PETROCI), le samedi 7 mars à Abidjan-Plateau, à l'attention de ses partenaires musulmans et chrétiens, Digbohoul Odile, directeur Trading du conditionnement et de la commercialisation des produits PETROCI, s'est voulue rassurante quant à l'approvisionnement du gaz butane dans les ménages. Répondant à l'inquiétude d'un opérateur concernant les impacts de la guerre entre les États-Unis d'Amérique, Israël et l'Iran au Moyen-Orient sur l'écoulement du gaz butane et du carburant en Côte d'Ivoire, Digbohoul Odile a fait savoir qu'une cellule de crise a été mise en place par

rapport à cette situation. « En ce qui concerne le gaz butane, nous pouvons vous rassurer, on aura suffisamment de navires et de butanes pour votre activité. Nous avons deux navires qui sont déjà à quai et d'autres qui ont été programmés. Cela se fait au moins deux mois à l'avance », a-t-elle assuré.



LANCEMENT DU 9ÈME PROGRAMME DE COOPÉRATION 2026-2030 ENTRE LA CÔTE D'IVOIRE ET L'UNFPA : LE MINISTRE SOULEYMANE DIARRASSOUBA DÉCLINE LES QUATRE AXES STRATÉGIQUES

Le ministre du Plan et du Développement, Souleymane Diarrassouba, et le représentant résident du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), Saïdou Kaboré, ont officiellement signé, le jeudi 5 mars 2026 à Abidjan-Plateau, l'Accord de partenariat qui marque le lancement et le début de la mise en œuvre du 9ème Programme de coopération (CP 2026 – 2030) entre la Côte d'Ivoire et l'institution onusienne spécialisée dans la santé sexuelle et reproductive, note le CICG. Ce 9ème Programme de coopération, d'un budget global de 75 millions de dollars, repose sur quatre axes essentiels, à savoir l'amélioration de la santé maternelle, le renforcement de la planification familiale, la lutte contre les violences basées sur le genre et pratiques néfastes et le renforcement de la production et l'utilisation des données démographiques de qualité.



SIA 2026 : L'AFOR RENFORCE LA VISIBILITÉ DE LA POLITIQUE FONCIÈRE RURALE IVOIRIENNE À PARIS

La Côte d'Ivoire a, de nouveau, fait entendre sa voix sur la scène agricole internationale. À l'occasion du Salon international de l'Agriculture (Sia) 2026, récemment, à Paris, l'Agence foncière rurale (Afor) a marqué sa présence en mettant en avant les réformes et les initiatives engagées par l'État ivoirien pour sécuriser durablement le foncier rural, levier essentiel du développement agricole. Comme lors des éditions précédentes, l'Afor a pris part à ce grand rendez-vous mondial de l'agriculture afin de promouvoir la vision du gouvernement ivoirien en matière de gouvernance foncière moderne, transparente et sécurisée. Au terme de cette participation, le point se révèle globalement satisfaisant au regard des objectifs fixés et des retombées enregistrées. Pendant toute la durée du salon, le stand de l'Afor a servi de véritable plateforme d'information, d'échanges et de sensibilisation autour des enjeux liés à la sécurisation du foncier rural en Côte d'Ivoire.



GESTION DU FONCIER URBAIN : MOUSSA SANOGO DONNE DES ORIENTATIONS AUX RESPONSABLES DES SERVICES DÉCONCENTRÉS

Le ministre de l'Urbanisme, du Logement et du Cadre de Vie, Moussa Sanogo, a présidé le vendredi 6 mars 2026, à Yamoussoukro, un séminaire d'échanges et d'orientation avec les responsables des services déconcentrés du ministère, consacré à la gestion du foncier urbain à l'intérieur du pays. Cette rencontre, organisée a rassemblé 156 responsables opérationnels. Au cours des travaux, le ministre a fixé un objectif clair : améliorer significativement la performance de l'action sur le terrain et renforcer la qualité du service rendu à l'usager. Il a insisté sur l'importance de l'efficacité des missions, en vue de répondre aux attentes des populations, à un moment où l'urbanisation s'accélère, où la pression foncière s'intensifie et où les demandes en logements demeurent élevées. « Nos concitoyens réclament davantage de célérité, de transparence et de cohérence dans le traitement de leurs dossiers », a interpellé Moussa Sanogo.



LUTTE CONTRE LA CORRUPTION : 37 PERSONNES INTERPELLÉES EN 2025

Le président de la Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance (HABG), Épiphanie Zoro Bi Ballo a un fait un point de presse. Le jeudi 5 mars 2026 au siège de son institution à Cocody. Pour dresser le bilan des activités en 2025 et aborder les perspectives de 2026. A cette occasion, il a annoncé l'interpellation de 37 personnes à l'issue d'enquêtes menées en 2025 dans le cadre de la lutte contre la corruption en Côte

d'Ivoire. A en croire, Épiphané Zoro BiBallo, sur 40 procès-verbaux d'enquête finalisés et transmis au parquet près le pôle pénal économique et financier, 37 personnes ont été interpellées. Il a précisé que les officiers de police judiciaire de la HABG conduisent leurs investigations sous l'autorité exclusive du procureur.

Société

L'EXPRESSO
QUOTIDIEN

GENDARMERIE / RUPTURE COLLECTIVE : TENÉ BIRAHIMA SALUE LA COHÉSION AU SEIN DES FACI

Les Forces Armées de Côte d'Ivoire (FACI) ont communiqué le vendredi 6 mars 2026, à travers une rupture collective du jeûne. Le Vice-Premier ministre, ministre de la Défense, Téné Birahima Ouattara, a présidé cette traditionnelle cérémonie à l'école de la gendarmerie d'Abidjan. Cet événement a rassemblé autour du Général d'armée Alexandre Apalo Touré, Commandant supérieur de la gendarmerie nationale, l'ensemble des composantes des forces de défense et de sécurité, illustrant ainsi une solidarité interarmées exemplaire. Prenant la parole à l'occasion, le ministre de la Défense a exprimé sa satisfaction face à ce qu'il a qualifié de « belle cohésion » au sein des FACI. Pour lui, la présence conjointe des différentes corporations sécuritaires et paramilitaires témoigne d'une unité retrouvée et consolidée. Il a souligné que cette convergence entre le jeûne chrétien et le carême musulman constitue un symbole puissant pour la nation.

LEMANDAT
REVUE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

MENAET/ RECRUTEMENT EXCEPTIONNEL DE 2 000 ENSEIGNANTS CONTRACTUELS

Le ministère de l'Éducation nationale, de l'Alphabétisation et de l'Enseignement technique (MENAET) lance un recrutement exceptionnel de 2 000 enseignants contractuels en Mathématiques et en Physique-Chimie au titre de l'année 2026. L'annonce a été faite à travers un communiqué officiel invitant les candidats remplissant les conditions à s'inscrire en ligne dans les délais indiqués. Selon le communiqué, ce recrutement vise deux catégories d'enseignant : les professeurs de collège et les professeurs de lycée. Pour les professeurs de collège, 1 364 postes sont à pourvoir. Les candidats doivent être nés entre le 31 décembre 1984 et le 31 décembre 2005, et être titulaires au minimum d'un Baccalauréat scientifique... S'agissant des professeurs de lycée, 636 postes sont ouverts. Les candidats doivent être nés entre le 31 décembre 1981 et le 31 décembre 2005... Le calendrier de l'opération prévoit les inscriptions en ligne du 7 au 15 mars 2026. Les candidats devront effectuer leur inscription sur la plateforme dédiée accessible à l'adresse suivante : <https://sigec.ipnetp.cloud>

Le nouveau
Réveil
LE JOURNAL DE CHOIX DES VOYAGEURS

ÉDUCATION NATIONALE : LES CONCOURS ET EXAMENS PÉDAGOGIQUES LANCÉS

Le samedi 7 mars 2026, au Lycée Moderne de Cocody, la Direction des Examens et Concours (DECO) a lancé officiellement les tests de recrutement pour les fonctions d'Adjoint au Chef d'Établissement (ACE) et d'Adjoint au Directeur de CAFOP (ADC), ainsi que les examens pédagogiques du Certificat d'Aptitude Pédagogique (CAP) et du Certificat Élémentaire d'Aptitude Pédagogique (CEAP). La cérémonie a débuté dès 7h30 et a rassemblé candidats, encadreurs et responsables éducatifs autour d'un événement déterminant pour la promotion interne des enseignants. Diarra Kadidiata, directrice de la DECO a tenu à encourager les candidats avant le début des épreuves. Pour le concours ACE, 318 candidats sont en lice, dont 76 femmes (23,9 %) et 242 hommes (76,1 %), tandis que le concours ADC compte 13 candidats, avec 1 femme (7,69 %) et 12 hommes (92,31 %). Ces recrutements visent à renforcer l'efficacité managériale des établissements scolaires et à améliorer la gouvernance à tous les niveaux.

EDUCATION NATIONALE/ DIGITALISATION DE L'ENSEIGNEMENT : LA CÔTE D'IVOIRE ACCÉLÈRE LA CADENCE

La modernisation du système éducatif se poursuit. Cela est visible à travers l'intégration du numérique dans les pratiques pédagogiques. Dans cette dynamique, la phase 2 du projet Développement des compétences numériques des personnels d'encadrement et d'enseignement (DCNPEE) a été lancée. Ce, par le ministère de l'Education nationale et de l'Alphabétisation et de l'Enseignement technique, en partenariat avec la coopération allemande (GIZ) et l'UNESCO. C'était le jeudi 5 mars 2026 à la Direction des examens et concours au Plateau. A cette occasion, le Directeur des Technologies et des Systèmes d'Information du ministère, Yenataban Koné, a souligné les enjeux stratégiques liés à la digitalisation de l'enseignement. Selon lui, l'intégration des technologies dans les pratiques pédagogiques constitue désormais un levier essentiel pour améliorer la qualité de l'apprentissage et préparer les élèves aux défis du monde numérique.

soirinfo

POUR L'ENRÔLEMENT EFFECTIF DES 30 MILLIONS D'HABITANTS À LA CMU : 2 MINISTRES METTENT DES MÉCANISMES ET DES STRATÉGIES EN PLACE

Dans ses perspectives au titre de l'année 2026, le ministre de l'Emploi, de la Protection sociale et de la Formation professionnelle, Me Adama Kamara, a mis en pôle position la Couverture maladie universelle (CMU). Pour relever ce défi, il a promis, au terme de l'année 2026, de faire enrôler définitivement les 30 millions d'habitants que compte la Côte d'Ivoire. C'est dans ce canevas et à la recherche de solutions pour y parvenir, que le ministre a été reçu par son homologue de la Santé, de l'Hygiène publique et de la CMU, Pierre N'Gou Dimba, le lundi 2 mars 2026, à son cabinet ministériel à la cité administrative au Plateau. Les deux hommes du gouvernement Robert Beugré Mambé II ont parlé de la CMU. Me Adama Kamara et Pierre N'Gou Dimba ont profité de l'occasion pour peaufiner des mécanismes et des stratégies afin d'enrôler effectivement les 30 millions d'habitants vivant sur le sol ivoirien, au soir de l'année en cours.

L'inter

AMÉLIORATION DE L'ACCÈS À L'EAU POTABLE : L'ONEP LANCE SON NOUVEAU PLAN QUINQUENNAL 2026-2030

Sous la présidence de Louis Kouakou-Habonouan, président du conseil d'administration (Pca), l'Office national de l'Eau potable (ONEP) a tenu son séminaire bilan 2025 et perspectives 2026, du 3 au 7 mars 2026 à l'Hôtel les Parlementaires de Yamoussoukro. Cet événement a réuni 47 hauts responsables de l'Office pour valider les acquis du Plan stratégique triennal (Pst) 2023-2025 et jeter les bases du futur Plan stratégique quinquennal (Psq) 2026-2030. Après quatre jours d'échanges et d'analyses intenses, il ressort des travaux que le bilan du cycle 2023-2025 révèle une consolidation majeure du positionnement de l'ONEP, avec une sécurisation accrue des financements de projets. Cette dynamique saluée par les différents responsables s'inscrit désormais dans la vision du Président de la République, visant la couverture intégrale des besoins en eau potable sur l'ensemble du territoire national. Quant au Psq 2026-2030, il se veut une réponse directe aux défis de la croissance démographique et de l'urbanisation accélérée, en parfaite cohérence avec le PND 2026-2030.

L'inter

ABOISSO / PÉNURIE D'EAU : LE PRÉFET ET LA DIRECTRICE RÉGIONALE DE L'HYDRAULIQUE RASSURENT LES POPULATIONS

Une organisation de la société civile dénommée « La Force du nous » a organisé, le vendredi 6 mars 2026, à Aboisso, une conférence publique, sur le thème : « Problème d'eau potable à Aboisso : état des lieux et perspectives ». Pour ce faire, le président de ladite organisation, Franck Dolé et ses collaborateurs ont sollicité les contributions de l'administration centrale, des directions régionales de l'Hydraulique, de la Société de distribution d'eau de la Côte d'Ivoire (Sodeci), et des Mines et de la Géologie, ainsi que du Conseil régional et de la mairie. Le préfet par intérim du département d'Aboisso, Jean Akoa N'guessan, et la directrice régionale de l'Hydraulique et de l'Assainissement, Madeleine Essi Obro Ahui, ont rassuré les populations, quant aux solutions en cours. « La solution définitive au problème d'eau potable à Aboisso, c'est le forage. Des travaux sont en cours. Faisons bloc autour de ce problème sans violence », a dit l'autorité administrative.

LOGEMENTS SOCIAUX POUR LES ACTEURS DES MÉDIAS : AMADOU COULIBALY REÇOIT UN INVESTISSEUR IMMOBILIER

Le ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement, Amadou Coulibaly, a reçu en audience, le vendredi 6 mars 2026, à son cabinet à Abidjan-Plateau, l'investisseur immobilier, Xavier Camp, PDG du groupe "Kalia". Au cœur des échanges, le projet de construction de 1 000 logements sociaux destinés aux professionnels des médias en Côte d'Ivoire. Cette initiative, portée par le ministère de la Communication, vise à améliorer les conditions de vie et de travail des acteurs du secteur médiatique. À travers ce programme, les autorités entendent offrir aux journalistes, techniciens et autres professionnels des médias un meilleur accès à la propriété immobilière à des coûts accessibles. Pour le ministre Amadou Coulibaly, ce projet traduit la volonté du gouvernement de soutenir les professionnels des médias dont le rôle demeure essentiel dans la consolidation de la démocratie et la diffusion de l'information. Il a souligné que l'initiative contribuera à sécuriser les conditions de vie de ces acteurs tout en renforçant leur stabilité sociale.

MÉDIAS / REMISE DE PARCHEMINS À LA 5E PROMOTION DE JRI : AMADOU COULIBALY : « UN JOURNALISTE BIEN FORMÉ EST INDISPENSABLE À L'ÉMERGENCE D'UNE RÉELLE DÉMOCRATIE »

Président, vendredi 6 mars, la cérémonie de remise de parchemins aux 20 auditeurs de la 5e promotion des journalistes reporters d'images (JRI) de Média Global, le ministre de la Communication, porte-parole du Gouvernement, Amadou Coulibaly, a insisté sur l'importance de la formation dans l'exercice du métier de journaliste. La cérémonie, empreinte de solennité, marquait l'aboutissement d'une formation intensive de 100 jours, complétée par un stage pratique de trois semaines. Les 20 auditeurs ont ainsi reçu leurs parchemins de fin de formation dans la salle Serge Pacôme Ahoulou de l'Institut des sciences et techniques de la communication (ISTC) de Cocody, dans une ambiance mêlant émotion et enthousiasme.

JEUNESSE ET INSERTION : 500 JEUNES FORMÉS AU CENTRE DE SERVICE CIVIQUE DE DALOA

Le Centre de Service Civique de Daloa a franchi une étape symbolique avec la sortie officielle de sa première cohorte. Au total, 500 jeunes volontaires, dont 125 jeunes filles et 375 garçons, ont achevé leur formation au cours d'une cérémonie présidée par le ministre de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique, Mamadou Touré. Cette formation s'inscrit dans la politique nationale d'encadrement et d'insertion des jeunes, portée par le Gouvernement ivoirien à travers l'Office du Service Civique National (OSCN). Elle s'aligne sur la vision du Président de la République Alassane Ouattara visant à offrir une seconde chance aux jeunes en situation de vulnérabilité grâce à la resocialisation, à la formation civique et à l'apprentissage de métiers qualifiants. Les 500 volontaires ont intégré le centre le 17 novembre 2025 et ont suivi un parcours structuré autour de trois axes majeurs : la resocialisation, l'éducation civique et citoyenne, et la formation professionnelle qualifiante.

CAVALLY : 100 JEUNES BÉNÉVOLES FORMÉS POUR RENFORCER LA PAIX ET LA COHÉSION SOCIALE

L'atelier de renforcement des capacités des bénévoles du programme THIMO spécial Cavally s'est achevé le samedi 7 mars 2026 à Guiglo, après deux jours de travaux consacrés à la formation de jeunes engagés dans les actions citoyennes et communautaires. Ouverte le vendredi 6 mars 2026, la session s'inscrit dans le cadre de la deuxième phase du programme THIMO spécial Cavally, une initiative portée par la ministre d'État Anne Désirée Ouloto-Lamizana, présidente du conseil régional du Cavally, visant à mobiliser la jeunesse autour des valeurs de citoyenneté, de solidarité et de cohésion sociale. Durant ces deux jours, 100 bénévoles issus des différents départements de la région du Cavally ont pris part à plusieurs modules de formation animés par des spécialistes. L'activité a été organisée en collaboration



PA-PSGOUV/ ENTRETIEN ROUTIER : YACOUBA HIEN SIÉ ÉCHANGE AVEC LES ACTEURS

Le ministre des Infrastructures et de l'Entretien routier, Yacouba Hien Sié a présidé, mercredi 4 mars 2026, une importante séance de travail avec une trentaine d'entreprises nationales engagées dans le volet routier du Projet d'Appui au Programme Social du Gouvernement (PA-PSGouv). Un programme cofinancé par l'État de Côte d'Ivoire et la BAD. Cette rencontre qui s'est tenue en présence de l'Ageroute, Maître d'ouvrage délégué, ainsi que des Bureaux de Contrôle chargés d'assurer le suivi rigoureux des travaux sur le terrain, visait trois objectifs majeurs. Il s'agit d'établir un contact direct avec les PME ivoiriennes afin de renforcer le partenariat entre l'État et le secteur privé ; s'enquérir des difficultés rencontrées par les entreprises dans l'exécution de leurs missions contractuelles ; et d'encourager les PME nationales à redoubler d'efforts. Aussi cette initiative s'inscrit-elle pleinement dans la vision du Président Alassane Ouattara, à travers le PSGOUV, à faire émerger des « Champions nationaux » dans le secteur du BTP.



REPROFILAGE DES ROUTES À DIÉGONEFLA : LES POPULATIONS RECONNAISSANTES À ALASSANE OUATTARA

L'Etat ivoirien a récemment alloué une enveloppe de 380 millions de FCFA pour le reprofilage des routes de la commune de Diégonefla. Financé par le Fonds d'entretien routier (Fer), le projet vise à améliorer la qualité des infrastructures routières de la ville. Julien Konan, cadre de Diégonefla et 4eme vice-président du conseil régional du Goh, a visité le 5 mars 2026 la commune pour évaluer l'avancement des travaux. Accompagné de Gamssoré Moussa et Fofana Karim, tous deux fils et cadres de cette ville, il a exprimé sa reconnaissance au Président de la République de Côte d'Ivoire, SEM Alassane Ouattara, pour son soutien à ce projet. Les habitants de Diégonefla accueillent favorablement le début des travaux. Kragba Zebi Patrice, un habitant de la ville, a exprimé sa gratitude au principal donateur : « Ces travaux nous vont droit au cœur, nous disons merci au Président de la République, nous ne faisons pas la politique mais ce projet est à saluer ».

Culture



RÉSIDENCES MEUBLÉES : LE BURIDA RAPPELLE L'OBLIGATION DE PAYER LES DROITS D'AUTEUR

Le Bureau ivoirien du droit d'auteur (Burida) a lancé une opération de sensibilisation, de recensement et de contractualisation à l'endroit des gérants et propriétaires de résidences meublées ainsi que des établissements assimilés, informe un document transmis à L'inter, le dimanche 8 mars 2026. À travers cette initiative, l'institution souhaite amener ces établissements à se conformer à la législation ivoirienne relative au droit d'auteur et aux droits voisins. « Selon la loi ivoirienne, la diffusion d'œuvres artistiques et littéraires dans un lieu recevant du public — notamment la musique, les films, les programmes de télévision ou de radio — doit être autorisée au préalable par le Burida. Cette utilisation est également soumise au paiement d'une redevance destinée aux auteurs, interprètes et producteurs », lit-on. Le Burida précise que les résidences meublées accueillant des clients et diffusant ces contenus à travers des télévisions, écrans ou dispositifs audio sont concernés par cette obligation.

Sport

MONDIAL 2026/ SÉMINAIRE DES ÉQUIPES QUALIFIÉES À ATLANTA : LA FIF PRÉPARE LA PARTICIPATION DE LA CÔTE D'IVOIRE

La Fédération ivoirienne de Football (Fifa) a participé, du 2 au 4 mars 2026, à Atlanta, au séminaire dédié aux équipes qualifiées pour la Coupe du monde 2026, organisé par la Fifa. Ce rendez-vous de travail, qui a réuni les représentants des différentes sélections engagées dans le tournoi, constitue une étape importante dans la préparation des équipes à plus de trois mois du coup d'envoi du Mondial. Pendant trois jours, les délégations ont pu échanger directement avec les responsables de la Fifa chargés de l'organisation de la compétition. Les différentes sessions ont permis d'obtenir des informations essentielles sur les aspects logistiques, opérationnels, médicaux, médiatiques et sécuritaires de l'événement. Autant d'éléments clés qui permettent aux sélections nationales d'anticiper et d'optimiser leur organisation avant le début de la compétition. La délégation ivoirienne était conduite par le premier vice-président de la FIF, Malick Tohé, également impliqué dans les questions liées au marketing et à la valorisation de la participation de la Côte d'Ivoire au Mondial.



VU SUR LE NET

Economie 



INFRASTRUCTURE ROUTIÈRE : LE BITUMAGE DE L'AXE SINFRA-BOUAFLÉ AMÉLIORE LA DESSERTE DE LA RÉGION DE LA MARAHOUÉ ET CONTRIBUE À SA COMPÉTITIVITÉ

Des cris de joie, des clameurs et des pas de danse ont marqué la pose de la première pierre des travaux de bitumage de l'axe Sinfra-Bouaflé par le Président Alassane Ouattara, le 24 septembre 2020, lors de sa visite d'État dans la région de la Marahoué. Depuis plusieurs mois, cette voie, construite sur un linéaire de 46 km, est entièrement bitumée et est désormais facile à pratiquer. « Cette réalisation vient améliorer la sécurité routière, réduire le coût d'exploitation des véhicules et améliorer la qualité de vie des populations en leur permettant de se déplacer plus facilement et rapidement », analyse Jean Yves Kalou. Au-delà de l'amélioration durable de la mobilité des populations de la Marahoué, la construction de cet axe marque un tournant significatif dans la modernisation des infrastructures dans cette région de l'Ouest du pays.

Société 



SYSTÈME JUDICIAIRE IVOIRIEN : LE TAUX DE TRAITEMENT DES DOSSIERS DANS LES JURIDICTIONS S'AMÉLIORE

En Côte d'Ivoire, les infrastructures judiciaires se modernisent. En effet, on note dans le bilan gouvernemental que de 2011 à 2025, l'Etat a procédé à la réhabilitation et l'équipement de 28 tribunaux et résidences et de 02 cours d'appel. On peut aussi relever la construction et l'équipement de 07 nouvelles juridictions (Cour d'appel de Daloa et de Korhogo, Tribunaux de première instance de San Pedro, Bingerville, Abobo, et sections détachées de Guiglo et Issia). Il y a également l'acquisition et l'équipement des sièges du Tribunal de commerce d'Abidjan et de la Cour d'appel de commerce. Sans oublier la construction et l'équipement de l'Institut national de formation judiciaire (INFJ) à Yamoussoukro en 2021 et du Centre de formation continue à Abidjan. Des réalisations qui, tout en rapprochant les juridictions des populations, participent au renforcement du système judiciaire et pénitentiaire, à la promotion et la protection des Droits de l'Homme en Côte d'Ivoire. Toutes ces infrastructures s'inscrivent dans le vaste programme gouvernemental de rénovation et d'extension du système judiciaire. (Source : CICG)



GEORGETTE BOUANH KOUASSI, DIRECTRICE DU CIVISME ET DE L'ENGAGEMENT CITOYEN : "LES CÉRÉMONIES D'HONNEUR À L'EMBLÈME NATIONAL PERMETTENT UN MEILLEUR RESPECT DES SYMBOLES IDENTITAIRES DE LA RÉPUBLIQUE"

Avec pour mission principale de promouvoir les valeurs civiques, la cohésion nationale et la citoyenneté, la Direction du Civisme et de l'Engagement Citoyen éduque la jeunesse, renforce l'engagement bénévole

et lutte contre la vulnérabilité sociale via des centres de service civique. Sa Directrice, Georgette Bouanh Kouassi explique l'importance des cérémonies d'honneur à l'emblème national et leur impact sur la société ivoirienne. "Les cérémonies d'honneur à l'emblème national permettent un meilleur respect des symboles identitaires de la République", a-t-elle déclaré. (Source : CICG)



Restez connectés à l'actualité du gouvernement en vous abonnant à ses réseaux sociaux officiels



@gouvci officiel



+225 07 87 36 36 36



Centre d'appel
du Gouvernement



Pour toute information, prière contacter le Centre d'information et de Communication Gouvernementale (CICG).

Contact : +225 27 22 22 03 90 / 07 07 09 97 51 - Email : info@cicg.gouv.ci - Site Web : www.gouv.ci

© Cette revue de presse est produite par le Centre d'Information et de Communication Gouvernementale et mise à la disposition des structures ministérielles. Elle n'exprime pas l'opinion du CICG, et ne saurait aucunement engager le Gouvernement de Côte d'Ivoire. Les surtitres et les titres sont ceux des articles de presse à l'original. Prière d'en tenir compte si vous lisez, réimprimez, copiez, archivez ou renvoyez ledit document.

L'ACTUALITÉ GOUVERNEMENTALE À PORTÉE DE CLIC ! 📢

Avec www.gouv.ci,
accédez à l'essentiel de la vie publique : décisions
des Conseils des ministres, démarches administratives,
actualité nationale.



CICG

www.gouv.ci



www.gouv.ci - Une information publique, officielle et fiable